

Fernand Pelloutier

CAHIERS DE RECHERCHE ET DE LIBRE DISCUSSION SUR LES PROBLEMES DE L'EDUCATION ET DE L'ACTION OUVRIERES

« ... des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ».

Fernand PELLOUTIER

CAHIERS MENSUELS - N° 17-18

JUIN-JUILLET 1951.

	Pages
- Nous saborder ? Non	Denyse Wurmser . 1
- Le premier bilan annuel de la C.I.S.L.	Paul Finet 3
- Notre enquête sur les comités d'entreprise. Lettre de	Pierre Chaylan . 12
- La Chine d'aujourd'hui	Marie Granet ... 14
- L'Ecole en Espagne	Vicente Ignacio. 22
- Comment échoua le coup de Vienne	Jacqueline Bois. 26
- Notes de lecture	Georges Vidalenc 37

Le numéro : 50 Francs - Abonnement ordinaire - 6 numéros : 150 Frs
Abonnement de soutien - Minimum : 300 Frs

d° P 5397

Aux camarades qui ont été de fidèles lecteurs et des amis des "Cahiers", je dois des remerciements pour leur soutien et leurs encouragements. J'ai conscience d'avoir très mal répondu à leurs désirs ou à leurs espoirs. Ayant échoué dans un lancement valable des "Cahiers", je ne crois pas pouvoir continuer à m'occuper de leur rédaction et de leur administration.

G. WALUSINSKI.

°
° °

NOUS SABORDER ? NON !
=====

Tous nos amis lecteurs se montreront surpris de la brusque décision qui fait abandonner à WALUSINSKI la direction, la rédaction, la gérance des "Cahiers" et la variété des tâches qui lui faisaient échanger le tablier du journaliste pour la livrée de l'enquêteur. Tous, avec nous, regretteront qu'il ne veuille plus assumer la responsabilité d'une revue dont il avait pris l'initiative et à laquelle il avait donné une haute qualité de sérieux et de recherche intelligente.

Sans doute a-t-il jugé que le résultat et l'audience que nous avions atteints, n'étaient pas assez amples et ne répondaient pas à l'effort qu'il avait fourni et à l'idéal qu'il s'était donné. Nous pensons qu'il a tort de se décourager, et nous savons qu'il reconnaît avec nous que si le nombre de nos lecteurs et de nos abonnés pose de difficiles questions à l'existence même des "Cahiers", leur qualité et l'intérêt qu'ils nous manifestent sont un sûr garant que ce travail prodigieux accompli à peu près seul, ne l'a pas été en vain.

Donc nous voulons poursuivre. Mais il nous faut lancer un appel pressant, une fois encore, et demander à tous de se faire les diffuseurs bénévoles de nos "Cahiers", et de recueillir pour nous les abonnements qui nous permettent de vivre. Si chacun de nos lecteurs nous gagnait seulement deux abonnés nouveaux - tous les mois, ou voulait bien se charger de la vente au numéro d'un certain nombre d'exemplaires, nous pourrions alors redonner à notre publication la forme imprimée, infiniment plus commode, plus maniable, plus lisible, plus agréable. Car on aura bien compris, en nous voyant revenir à l'"ancienne" formule des cahiers ronéotypés, que les mesures d'économie nous ont pris à la gorge, et que nous avons dû renoncer, provisoirement, à payer des notes d'imprimeurs...

Certains, peut-être, se diront : Pourquoi ne pas, tout simplement, cesser de paraître? L'économie sera totale, et de temps, et d'argent. Ne se publie-t-il pas tous les jours assez de papier imprimé qu'on n'arrive plus à lire? Seulement (affaire de caractère) nous n'aimons pas, en pleine montée, abandonner la course. Et surtout, redisons-le, nous pensons que l'éducation ouvrière à Force Ouvrière doit avoir sa revue où sont traités les problèmes que le journal n'a ni la place ni la possibilité d'étudier. Nous pensons qu'il vaut la peine d'examiner ensemble et de discuter les théories et les faits, l'action syndicale et l'information générale. Nous pensons aussi que cette formule implique la conversation avec nos lecteurs, et qu'il ne saurait suffire que chacun nous approuve ou nous désapprouve dans son for intérieur. Il faudra faire l'effort de prendre une plume, et faire l'effort de s'en servir pour nous écrire. Nous savons (par expérience personnelle) que de nombreuses tâches, et un certain désir naturel de détente, fournissent à notre paresse cent occasions et cent prétextes pour garder par devers nous ces réflexions qui peuvent nous venir. Mais nous avons besoin d'avoir votre opinion et de profiter de votre expérience. Et nous n'hésitons pas à vous dire que c'est un devoir pour des syndiqués de s'éclairer eux-mêmes et de s'éclairer réciproquement. Nous ne vous demandons aucun article de grand style. Le grand style ne nous intéresse pas. Nous vous demandons de nous écrire, comme vous parleriez si vous discutiez avec un camarade à l'atelier, ou au bureau. Nous ne vous demandons rien d'autre que de considérer ces Cahiers Fernand Pelloutier comme les vôtres, et d'en prendre avec nous la charge, matérielle et morale.

Denyse WURMSER.

LE PREMIER BILAN ANNUEL DE LA C.I.S.L.
=====

Par Paul FINET.

Le 4 Juillet s'ouvre à Milan le deuxième Congrès de la C.I.S.L. Par le travail qu'elle a déjà accompli l'influence que lui donnent auprès des organismes internationaux et en particulier du B.I.T. et de l'O.N.U., l'ampleur des Confédérations qui y sont affiliées, et le courage persévérant qu'elle montre dans ses attaques pour dévoiler les régimes d'hypocrisie totalitaire auxquels se heurtent et dont souffrent encore des millions de travailleurs dans le monde, elle mérite que nous suivions avec intérêt les débats qui vont s'ouvrir, et qui marqueront les progrès accomplis depuis le Congrès de Londres.

Nous ne perdons pas l'espoir que, grâce à la C.I.S.L., les forces syndicalistes libres regroupées obtiendront enfin la libération de tous ceux qui sont opprimés physiquement, matériellement, dans des pays où ils sont baillonnés, et celle aussi, peut-être plus difficile encore, de tous ceux qu'aveugle la passion d'obéissance et qui se montrent incapables de réagir en hommes indépendants devant les problèmes journaliers qui angoissent les hommes.

L'article ci-dessous de Paul FINET, président de la C.I.S.L., paru dans la revue belge d'éducation ouvrière "Education et Socialisme", n° 29 de Janvier-Avril 1951 et que nous empruntons presque intégralement, nous présente la C.I.S.L. en nous rappelant les raisons de sa création, et en évoquant ses tâches d'avenir.

Nous avons demandé à Robert BOTHEREAU de bien vouloir, au retour de Milan, nous dire ce qu'aura été ce Congrès. Nous publierons l'article qu'il nous a promis dans notre prochain numéro des "Cahiers".

La création de la Confédération internationale des syndicats libres au Congrès mondial de Londres, le 7 décembre dernier, a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire du mouvement syndical international : d'une part, elle a été la fin de la grande illusion de grouper tous les travailleurs du monde sous une seule bannière, et, d'autre part, elle a constitué un nouveau départ dans le domaine du syndicalisme international.

Les délégués de plus de cinquante nations démocratiques et de quelque cinquante millions d'affiliés qui, en novembre 1949, assistèrent à Londres au Congrès constitutif de la C.I.S.L., ont compris qu'ils s'attelaient à une tâche d'une importance historique.

A cette occasion, un grand nombre d'entre eux se sont sans doute souvenu avec amertume des journées de février 1945, alors que, réunis dans le même bâtiment et dans le même décor, ils avaient donné le jour à la Fédération Syndicale Mondiale et s'étaient appliqués avec enthousiasme et avec ferveur à réaliser l'unité du front ouvrier.

Mais la rupture était devenue inévitable : après quatre années d'efforts stériles pour trouver un "modus vivendi" avec les organisations-marionnettes du monde communiste, on avait dû se rendre compte que rien ne pouvait combler le fossé qui séparait les syndicats des pays libres et démocratiques et ceux des Etats totalitaires et de leurs satellites.

Depuis 1948, le mouvement syndical international traversait à vrai dire une crise d'une ampleur inouïe.

Les pays européens et asiatiques dévastés par la guerre étaient placés devant de sérieuses difficultés économiques et la menace imminente d'un chômage massif. Les dirigeants syndicaux comprirent que seule, la coopération économique sur le plan international permettrait de résoudre ces graves problèmes.

La situation réclamait de toutes les nations et de toutes les classes sociales une contribution efficace à l'oeuvre de reconstruction économique et sociale du monde; la destruction de l'appareil de production, la désorganisation des moyens de transport et la famine de peuples entiers exigeaient de ceux qui, par leur puissance et leur influence, président aux destinées de l'humanité, de concentrer leurs efforts en vue de recréer les conditions de bien-être et de progrès social. Or, les dirigeants russes cherchèrent à se servir de leurs agents au sein de la F.S.M. pour faire prévaloir une politique qui n'eût abouti à rien d'autre qu'à engendrer le chaos et la désintégration sociale. Lorsque cette tentative eut échoué, tous les moyens leur furent bons pour saper la confiance et créer la dissension.

Si les organisations syndicales des pays d'Europe et d'Amérique apportèrent généreusement leur concours à l'oeuvre de redressement, par contre, les syndicats à la solde du Kremlin ne témoignèrent aucun intérêt aux problèmes urgents que posait l'après-guerre. Bien mieux, obéissant aux consignes de leurs maîtres, qui n'espèrent conquérir le pouvoir mondial qu'en exploitant la misère, ils s'opposèrent avec entêtement à tous les plans destinés à secourir les peuples appauvris.

Leur hostilité au Plan Marshall est un exemple frappant de cette attitude délibérée. L'offre du gouvernement des Etats-Unis, faite sans conditions politiques et soutenue dès l'origine par le mouvement syndical américain, révéla la division profonde entre l'Est et l'Ouest. L'évolution de la situation internationale allait encore accentuer cet antagonisme.

Dans ces conditions, il devenait impossible de coopérer avec ces organisations fantoches qui avaient préféré aliéner leurs libertés et leurs responsabilités plutôt que de lutter pour l'amélioration du standing de leur classe laborieuse et pour leur émancipation.

L'obstruction systématique menée au sein de la F.S.M. par les représentants de l'U.R.S.S. provoqua en 1949 le retrait des délégués du T.U.C. britannique, du C.I.O. américain et du N.V.V. hollandais. Ils furent suivis, bientôt, par toutes les autres organisations libres et démocratiques.

Création et caractéristiques de la C.I.S.L.

Le Congrès constitutif de la C.I.S.L. fut l'expression de l'unité de vue des ouvriers libres dans toutes les parties du monde; il marquait un retour aux saines traditions de libre collaboration syndicale. Il inaugurait le rôle décisif que le syndicalisme démocratique allait jouer dans la genèse des événements mondiaux; il assignait à son action trois principes fondamentaux : la paix, la liberté et la justice sociale partout dans le monde.

La Confédération a exprimé clairement sa volonté de grouper tous les travailleurs des organisations libres et démocratiques du monde et de leur fournir le moyen de se consulter et de collaborer entre elles pour la réalisation de leurs objectifs communs.

Son ambition, son champ d'action, la C.I.S.L. les a voulu à la mesure de ses objectifs. La Confédération englobe le monde, et pas seulement notre vieille Europe, terre d'expérience et de maturité syndicale; elle s'est acquis l'appui inestimable des puissants mouvements syndicaux des Etats-Unis qui, forts de leurs quinze millions de membres, sont le rempart des conquêtes sociales du peuple américain.

Elle s'est cependant déclarée ouvertement hostile à tout régime totalitaire, qu'il soit de gauche ou de droite, et elle s'est refusée à admettre en son sein toute organisation inféodée à un système de dictature.

Par ailleurs, elle associe dans son action les ouvriers des pays les plus industrialisés et ceux des régions insuffisamment développées.

D'une part, les grandes crises économiques de 1930 et le bouleversement provoqué par la deuxième guerre mondiale ont démontré que la prospérité économique, comme la paix, est indivisible.

D'autre part, le mouvement syndical libre rejette l'idée d'une prospérité qui serait l'apanage seul de quelques nations privilégiées. Il veut, fidèle à ses principes, contribuer à l'élévation du standard de vie de tous les peuples coloniaux, autant que des anciens pays industrialisés.

Mais il lui incombe des responsabilités bien plus graves encore. Si la science et la technique ont atteint un stade de développement fort avancé, si la production de biens et services paraît aujourd'hui presque illimitée, une organisation défectueuse de l'économie plonge des millions d'individus dans la misère et l'insécurité.

La Confédération entend parfaire la démocratie politique par la réalisation de la démocratie économique : elle s'engage tout d'abord à appliquer une économie de pleine production. A cet égard, les nations industriellement avancées ont le devoir d'aider les régions qui n'ont pas encore bénéficié de la révolution industrielle. Nous saluons toutes les propositions d'assistance technique pour autant qu'elles respectent les droits des peuples de déterminer librement leurs institutions politiques, économiques et sociales.

La Confédération vise encore à assurer la répartition équitable des biens et services entre les nations et entre les couches de la société grâce à une économie de pleine distribution. Cette économie de pleine distribution postule l'abolition des barrières douanières, des entraves du commerce, des restrictions dans les échanges internationaux : au nom de la Confédération, nous dénonçons le nationalisme étroit, le protectionnisme des marchés intérieurs, et nous poursuivons la création de zones toujours plus larges de coopération économique internationale.

Enfin, elle veut lutter pour une politique de plein emploi et pour l'amélioration des conditions de travail. La sécurité de l'emploi doit être garantie dans le cadre de la politique générale des nations.

Sur le plan social, la Confédération affirme le droit pour tous les travailleurs et leurs ayants droit à connaître un niveau de vie aussi élevé que possible : en d'autres termes, recevoir un salaire suffisant pour couvrir tant les besoins de culture et de distraction que les besoins de nourriture, de logement et d'habillement; disposer de loisirs et participer à toutes les manifestations intellectuelles; jouir du bénéfice de l'instruction gratuite, de la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur sans considération des facteurs économiques et sociaux, recevoir une orientation et une formation

professionnelles propres à assurer l'épanouissement de la personnalité et la bonne marche de la machine sociale; être à l'abri du besoin et connaître la sécurité grâce à l'obtention de salaires annuels garantis; être garantis contre la perte de salaire due à la maladie, à l'accident ou à l'incapacité, grâce à l'instauration de régimes de sécurité sociale.

Sur le plan international, la Confédération a pour objectif final l'établissement d'un système mondial de sécurité collective. Elle veut renforcer l'Organisation des Nations-Unies et ses institutions spécialisées pour la solution pacifique des problèmes internationaux.

Responsabilités et obligations

Affirmant comme principe de base que le travail n'est pas une marchandise, elle revendique le droit inviolable au travail et le droit au libre choix de l'emploi. De là découlent les responsabilités et les obligations de la C.I.S.L. sur le plan syndical : faire reconnaître et appliquer universellement les droits des travailleurs de s'organiser dans des syndicats libres, recevant leur autorité de leurs seuls membres pour protéger leurs intérêts et négocier en leur nom; édifier une internationale syndicale puissante et efficace; aider à l'établissement, au maintien et au développement d'organisations syndicales, en particulier dans les pays peu développés; coordonner la défense des syndicats libres contre toute campagne visant à les assujettir aux forces totalitaires ou anti-ouvrières et à restreindre leurs droits.

Mais la C.I.S.L. a voulu aussi que la maison qu'elle édifiait soit une vraie démocratie. Se rappelant, avec tristesse, l'intolérable oppression que la F.S.M. faisait peser sur certains groupements, elle a garanti à toutes ses organisations affiliées une pleine autonomie. Pour échapper au reproche d'être à la solde de quelque impérialisme, elle a rejeté toute domination émanant des grandes puissances; à cette fin, elle a mis tous les pays membres sur un pied d'égalité, en accordant à tous la même importance, avec représentation des centrales des petits pays et des régions insuffisamment développées.

Réalisations et organisation

Un départ satisfaisant a été réalisé dans la mise en pratique de l'oeuvre projetée. En mars 1950, la C.I.S.L. établissait son siège à Bruxelles et, en dépit de nombreuses difficultés, le secrétariat fonctionne aujourd'hui normalement. Ce choix était pour notre pays épris de liberté un hommage de sympathie et constituait à la fois un gage de respecter la voix des petites puissances dans le concert des grandes nations.

Afin de remédier aux défauts d'une concentration bureaucratique excessive et de maintenir un contact direct avec toutes les parties du monde, la C.I.S.L. a décidé l'ouverture effective ou future de bureaux aux Etats-Unis et en Asie.

En vue d'assurer une représentation efficace auprès du Conseil économique et social des Nations-Unies et de l'Organisation Internationale du Travail, un bureau de la C.I.S.L. a été établi à New-York et on a décidé d'en ouvrir un second à Genève.

Par ailleurs, en vue d'accorder une attention spéciale aux problèmes intéressant les travailleurs de certaines régions et en vue d'y promouvoir les objectifs de la Confédération, le Conseil général de l'Internationale syndicale a transcrit dans les faits le principe d'une large décentralisation et, à cette fin, il a prévu le développement simultané d'organisations régionales dans divers continents.

Ceci démontre en premier lieu que la C.I.S.L. n'entend pas imposer d'en haut ni ses vues, ni l'expérience acquise par les mouvements syndicaux des pays évolués. Il appartient aux syndicats des régions insuffisamment développées de fixer leur politique, et la tâche de la Confédération est de les aider à réaliser leurs aspirations en veillant à ce que les plans de développement répondent bien aux intérêts des populations et sans que cela entraîne la moindre obligation pour eux.

Les problèmes urgents soulevés dans des régions peu développées, telles que l'Amérique latine et l'Asie, sont restés sans solution; les revendications légitimes de leurs peuples n'ont, pour ainsi dire, jamais reçu de réponse. Leurs griefs ont été exploités systématiquement par les communistes à des fins politiques.

Les recommandations formulées dans ce sens par le Congrès de la C.I.S.L. ont eu des suites pratiques immédiates. Une délégation de la C.I.S.L. s'est rendue pour une mission de deux mois en Asie et en Extrême-Orient. Au cours d'un périple de 55.000 kilomètres, elle a visité le Pakistan, l'Inde, la Birmanie, le Siam, l'Indochine, Hong-Kong, le Japon, la Corée, Formose, les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et Ceylan; elle y a rencontré des dirigeants syndicalistes, des ministres, des fonctionnaires et des personnalités éminentes des pays intéressés. Elle s'est consacrée à l'étude des problèmes qui retardent encore le développement du mouvement syndical et des moyens de favoriser le progrès économique dans ces régions.

A la lumière de l'expérience acquise, et des recommandations de la mission, il a été décidé d'ouvrir à Singapour un bureau de la C.I.S.L., qui deviendra le centre de l'organisation régionale des pays d'Asie. Elle a, en outre, prévu l'ouverture prochaine de trois bureaux secondaires, l'organisation

d'une conférence régionale asienne à Karachi, en mai 1951, et le lancement d'un vaste programme de formation syndicale dans ces régions. Signalons encore que notre représentant se trouve déjà en Corée, témoignant de l'intérêt que la C.I.S.L. apporte au maintien de la paix et à la localisation du conflit, ainsi qu'à la reconstruction de la Corée.

Là ne s'arrête pas le bilan de l'Internationale dans le domaine des organisations régionales. D'autres régions dans le monde réclament une assistance immédiate. C'est dans cet esprit que le Comité exécutif de la C.I.S.L. a convoqué une conférence régionale à Mexico, en janvier 1951, pour s'attaquer à l'étude des problèmes de l'Amérique Latine.

Une autre conférence régionale pour l'Afrique occidentale et centrale est prévue à Douala, Cameroun, au début de l'année prochaine et, à l'instar de ce qui a été fait pour l'Asie, les délégations ont été envoyées en novembre en Afrique du Nord; d'autres le seront prochainement en Afrique occidentale, en Afrique orientale et en Afrique du Sud.

Décidée à ne négliger aucune partie du monde, la C.I.S.L. a également décidé d'organiser une conférence régionale pour le Proche et le Moyen-Orient.

Enfin, la première conférence régionale européenne vient de tenir ses assises à Bruxelles, du 1er au 4 novembre dernier. Parlant au nom de vingt et un millions de syndiqués, elle a décidé de fixer à Bruxelles le secrétariat régional, qui aura pour but d'unifier l'oeuvre actuellement entreprise par le mouvement syndical dans le domaine de la coopération et de l'intégration européennes.

Sur le plan économique et social.

Sur le plan des revendications économiques et sociales, le rôle positif que la C.I.S.L. entend jouer dans les importantes organisations internationales est illustré par le rapport qu'elle a soumis en juillet 1950 au Conseil économique et social des Nations-Unies à Genève. Les propositions pratiques qu'il contenait en vue de réaliser le plein emploi sur le plan national et international ont été acceptées dans leur fond.

En ce qui touche plus directement l'Europe, la Confédération, en accordant son appui au Plan Schuman, s'est attaquée au problème le plus urgent et le plus complexe qu'affrontent à cette heure les pays de l'Ouest européen : la réorganisation européenne des industries du charbon, du fer et de l'acier, avec représentation effective des travailleurs à tous les échelons. Une conférence des centrales nationales intéressées, tenue à Dusseldorf les 22 et 23 mai 1950, permit de se mettre d'accord sur une solution pratique.

Par ailleurs, le département économique et social de la C.I.S.L. a déjà entrepris un programme de recherches à long terme, qui comprend notamment l'étude approfondie des problèmes des pays insuffisamment développés. Un rapport détaillé a été adopté par le dernier Comité exécutif de la C.I.S.L. et concerne, en particulier, l'amélioration des conditions des travailleurs. Il contient des propositions pratiques d'assistance technique et du rôle que les syndicats intéressés auront à jouer à cet égard. Ce rapport servira de base au programme économique et social qui sera appliqué dans ces régions, et, après avoir été soumis aux Nations-Unies, il sera publié en plusieurs langues.

La C.I.S.L. s'est aussi préoccupée du respect des Droits de l'Homme dans le monde et, à cet effet, elle a présenté des revendications au Conseil économique et social de l'O.N.U. en vue de participer à une enquête internationale sur les camps de travail forcé dans les Etats totalitaires.

Elle mène, en même temps, une action vigoureuse contre toutes les dictatures de droite et de gauche; elle a réaffirmé sa solidarité à tous les travailleurs opprimés de ces pays, et notamment à ceux qui ont à souffrir de la tyrannie phalangiste de Franco. C'est pourquoi elle s'est prononcée résolument contre toute assistance à l'Espagne aussi longtemps que la démocratie et les droits syndicaux n'auront pas été établis dans ce pays et que les travailleurs n'auront pas été admis à contribuer à sa reconstruction.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, des organismes internationaux ont déjà admis la C.I.S.L. à titre consultatif. D'une part, l'O.N.U., en lui donnant la possibilité de faire entendre sa voix au Conseil économique et social, a accordé au mouvement syndical le droit de participer aux activités internationales qui décident du sort de millions de travailleurs. D'autre part, l'O.I.T. lui a confié la direction effective du groupe ouvrier qui, en coopération avec les délégations patronales et gouvernementales, a joué et joue chaque jour un rôle d'avantage prépondérant dans la législation ouvrière internationale.

Publications et Education

Toute oeuvre humaine, si belle soit-elle, ne s'élabore, ne prospère, ne se défend qu'à force de diffuser les principes qu'elle énonce, les objectifs qu'elle s'assigne, les réalisations qu'elle met à son actif. Il ne suffit pas de créer une Confédération syndicale inspirée par les plus nobles idéaux, ni de la mettre en marche, ni d'en assurer le succès. Il faut pouvoir en suivre l'évolution, en connaître les résultats au travers d'une presse et d'un ensemble de publications qui s'adressent à tous les milieux et à toutes les nations. Il faut

claironner aux quatre coins du monde les tâches de la C.I.S.L. ses engagements et ses progrès dans la voie vers un monde meilleur.

C'est dans ce double but que la Confédération publie un bulletin bimensuel d'information et une revue mensuelle "Monde du Travail Libre", rédigés dans les quatre langues mondiales : le français, l'anglais, l'allemand et l'espagnol, qui vont porter à des millions de travailleurs la bonne parole et le message des organisations ouvrières libres.

A cette action de la presse s'ajoute la collaboration amicale des différents réseaux radiophoniques, tels que l'I.N.R. belge, la B.B.C., la Voix de l'Amérique, qui permettent d'atteindre les travailleurs des régions les plus lointaines et même ceux qui sont asservis aux pays totalitaires.

Enfin, dans le domaine de l'éducation syndicale et ouvrière, la C.I.S.L., soucieuse de remédier à certaines imperfections reconnues du temps de la Fédération Syndicale Internationale et accrues encore au sein de la F.S.M., s'est attelée courageusement à cette oeuvre nécessaire. Une conférence consultative européenne sur l'éducation eut lieu à Bruxelles, du 30 octobre au 1er novembre, qui décida, notamment, d'organiser plusieurs écoles internationales syndicales en Europe, l'été prochain. Des manuels, préparés par les soins de notre service d'éducation, seront publiés. Des plans spéciaux sont prévus pour pousser plus avant dans la formation syndicale et l'éducation ouvrière en Asie.

Tâche d'avenir

En moins d'un an, la C.I.S.L. a réussi à édifier une organisation mondiale. Unie dans ses buts et dans ses principes, elle offre néanmoins une certaine variété dans sa structure et dans ses méthodes, car sa devise est avant tout de servir les besoins des travailleurs.

Elle a resserré les liens entre ses centrales nationales; elle a établi le contact avec les secrétariats professionnels internationaux; elle a recruté de nouvelles affiliations, totalisant plus d'un million de membres. La Suisse, la Nouvelle-Zélande, la Colombie, le Pakistan, la Malaisie et la Thaïlande sont venus renforcer sa puissance, à tel point que la C.I.S.L. groupe aujourd'hui cinquante-neuf pays affiliés, et sa voix dans l'action internationale se fait entendre au nom de cinquante et un millions de membres.

Ce bilan constitue l'assurance la plus formelle de l'efficacité de la C.I.S.L.

NOTRE ENQUETE SUR LES COMITES D'ENTREPRISE

=====

UNE LETTRE de Pierre CHAILAN.

Des comités d'entreprise, on a dit bien des choses plus ou moins justes suivant l'origine, la position sociale des intéressés.

Pour certains, c'est un échec, pour d'autres une embarrassante inutilité, entre ces deux extrêmes, il y a la réalité que nous ne devons à aucun prix perdre de vue.

Les Comités d'entreprise sont un premier et timide essai de démocratie économique, mais trop souvent les participants n'ont pas compris la valeur de cette tentative.

Du côté employeurs, on rencontre en général une volonté manifeste de minimiser l'institution, un esprit conservateur du droit de patronat divin, les comités d'entreprise n'étant pas considérés comme le résultat d'une naturelle et nécessaire évolution, mais comme une concession passagère à la conjoncture politique du moment.

Chez les travailleurs une certaine méfiance résultant de ce que, instinctivement, ils n'accordent guère de crédit à tout ce qui peut être dit et fait par le patronat. L'expérience prouve que cette attitude n'est pas seulement sentimentale mais qu'elle est la conséquence de méthodes patronales pas toujours correctes.

Certains ont considéré les comités d'entreprise comme un nouveau champ d'action pour l'agitation sociale ce qui ne contribue pas à créer un climat favorable à leur bon fonctionnement.

La loi en elle-même comporte des insuffisances et des imprécisions essentiellement dans le domaine économique et financier.

En fait, il est difficile d'analyser sérieusement la marche d'une affaire, trop d'éléments importants ne sont pas contrôlables, le bilan ne donne qu'une appréciation bien superficielle.

Les travailleurs ont conscience que la loi les traite en parents pauvres à qui on conteste continuellement les droits, il ne faut pas s'étonner si beaucoup placent leurs espérances dans le communisme stalinien, étant donné que la démocratie dans le domaine économique les considère en êtres diminués.

Pourtant les comités d'entreprise méritent d'être défendus; malgré leurs imperfections, ils enferment en eux-mêmes un grand potentiel d'espérance, ils sont le point de départ d'une nouvelle conception des rapports économiques basés sur l'association des producteurs, où le travail ne sera plus considéré comme une marchandise, mais comme l'élément fondamental de la réalité économique.

Mais les comités d'entreprise ne seront que le résultat de l'action syndicale. Sans syndicat fort, pas de rendement efficace des C.E. Le législateur n'améliorera la loi que dans la mesure où il sentira que l'action des travailleurs tend à faire éclater son cadre trop étroit.

De mon expérience, je tire des principes d'action indispensables pour que les Comités d'Entreprise soient des réalités positives utiles à la classe ouvrière. Avant tout, sans section syndicale active et dynamique dans l'entreprise, il est inutile d'espérer beaucoup du comité d'entreprise.

Il est indispensable, de trouver, de créer les compétences. La durée du mandat d'un an est trop courte; elle devrait être au minimum de deux ans.

Ne pas perdre du temps et de l'activité avec les questions sociales, créer des commissions spécialisées responsables devant le Comité d'Entreprise, ainsi beaucoup plus de temps pourra être consacré à l'étude des questions sur la marche de l'entreprise. Les délégués n'ont pas à se transformer en marchands de soupe. Le Comité d'entreprise ne doit pas créer toutes les activités qui tendent à développer l'esprit maison. Il ne doit pas contribuer à enchaîner les travailleurs à l'entreprise par des avantages artificiels qui ne sont souvent que du salaire accessoire prélevé sur le salaire réel possible. Le rôle du comité d'entreprise, c'est de contribuer à libérer l'homme de la machine, et non pas de donner la main au patronat qui, sous la forme de paternalisme, supprime en fait la liberté individuelle. Les comités d'entreprise qui fonctionnent dans ce sens sont inutiles et discréditent la loi auprès des travailleurs.

Le comité d'entreprise doit être en contact étroit avec les travailleurs et les tenir très au courant de son activité, il ne doit pas devenir un organisme lointain sclérosé dans une douce somnolence.

Le bon fonctionnement d'un comité d'entreprise demande également un climat de confiance réciproque. Cette confiance peut exister, elle dépend de la valeur des délégués, de leur comportement; elle dépend surtout de l'attitude de la direction. Le directeur qui parle de son comité d'entreprise comme il dit mes ouvriers, mes machines, est un monsieur qui n'a rien compris et par là même rend impossible une action saine du comité d'entreprise.

Il ne faut pas que les délégués ouvriers aient un complexe d'infériorité vis-à-vis des employeurs. La réalité des barrières sociales n'est pas faite pour faciliter le développement des comités d'entreprise. Dans la mesure où ces barrières s'effacent, la tâche devient plus facile, l'action plus utile.

La loi est insuffisante, car elle associe bien faiblement les travailleurs à l'économie dans le cadre limité de l'entreprise. Son prolongement est indispensable par branche d'industrie et inter-industrie. Les travailleurs ne doivent pas s'isoler dans leur usine, mais à travers une institution plus vaste, considérer les problèmes généraux en commun, afin que les solutions ne viennent pas d'une lutte fratricide mais d'une loyale collaboration pour le mieux être de tous.

-:-:-:-

LA CHINE D'AUJOURD'HUI

=====

Par Marie GRANET.

Les nouvelles de l'Extrême-Orient occupent, depuis un an, la vedette dans les journaux. Les affaires de Corée et de Chine sont, semble-t-il, le point le plus sensible de la diplomatie internationale. La moindre imprudence des dirigeants, les succès de l'une ou l'autre armée, les décisions de l'O.N.U., les déclarations tapageuses de tel général ou de tel homme politique, tout cela tient en haleine l'opinion publique. Pendant quelques jours, la révocation du général Mac-Arthur, puis son retour théâtral dans son pays ont passionné les Français, presque autant que la réforme électorale ! La question d'Extrême Orient est, en effet, une question délicate où interviennent des éléments très complexes et qu'on ne peut pas résoudre - ni comprendre - en raisonnant simplement comme des Occidentaux.

Le conflit où se heurtent Orient et Occident est l'aboutissement d'une longue suite d'événements où l'Occident (U.R.S.S. comprise) n'eut pas toujours le beau rôle. De même, les institutions de la Chine, son organisation sociale, sa vie économique, viennent d'un très vieux passé et sont lentes à se transformer.

La Chine d'Autrefois

La Chine est fière de son histoire, si ancienne et si prestigieuse. Elle a eu l'une des plus brillantes civilisations du monde et sa culture s'est étendue à tout l'Extrême-Orient. Le raffinement des arts et de la littérature, l'originalité de la philosophie, la perfection des techniques, l'habileté et le goût des artisans, le labeur des paysans avaient créé la civilisation la plus rare et qui laissait loin derrière elle, depuis des centaines et des centaines d'années, la civilisation occidentale, tombée si bas depuis la chute de l'Empire romain. Cependant, si barbare qu'il fût par certains de ses aspects, l'Occident avait une supériorité qui, brusquement, lui fit prendre une avance qu'il a gardée : l'habitude du raisonnement logique, hérité des Grecs, ressuscité par la Renaissance et qui, bientôt, créa la Science. De découverte en découverte, s'est instaurée la civilisation moderne, à base scientifique. On peut critiquer certaines conséquences du machinisme; cependant, utilisée à bon escient, la machine libère l'homme et est un élément non seulement de progrès matériel, mais de progrès moral.

Gênée par le raffinement même de sa culture, par ses habitudes de raisonnement, par sa langue même et son écriture, peu propre au langage scientifique, la Chine s'est transformée très lentement au milieu d'un monde emporté dans le tourbillon de progrès techniques de plus en plus surprenants. Elle apparut alors comme un pays arriéré, faible, et par suite, comme une proie facile - et fructueuse - pour des Etats puissants et avides. Sa voisine, d'abord, la Russie, qui s'était déjà emparée de la Sibérie, annexa les provinces septentrionales de la Chine, puis convoita la Mandchourie (où elle construisit les voies ferrées), et même Port-Arthur, port en mer libre! Les flottes - et les armées - des autres pays (Europe et U.S.A.) obligèrent la Chine à ouvrir ses ports au commerce, à céder des portions de territoires - les "concessions" - soustraites à la juridiction chinoise, véritables enclaves étrangères, très humiliantes pour les patriotes chinois. Il n'est pas étonnant que de nombreuses vagues de xénophobie aient fait des victimes parmi les étrangers établis là-bas, diplomates, commerçants ou missionnaires... Les grandes puissances songèrent même sérieusement à dépecer la Chine, comme on avait jadis dépecé la Pologne, comme on aidait à la décomposition de l'Empire turc... La plus gourmande, la mieux servie de ces grandes puissances, malgré des échecs momentanés, fut la Russie : après la première guerre mondiale, le gouvernement communiste transforma la Mongolie extérieure en "république soviétique" et ne cessa jamais de désirer la Mandchourie qu'elle avait dû abandonner après la guerre russo-japonaise de 1905.

Dès le début du XXème siècle en effet, la Russie vit ses projets contrecarrés par un rival, bien placé lui aussi, en

face de la Chine : le Japon. Modernisé rapidement (quoique superficiellement) grâce à sa souplesse d'adaptation, le Japon garda son esprit féodal, son amour de la guerre et copia ce qui, dans la civilisation occidentale, l'intéressait le plus : l'armée, la marine. Pourvu d'un bon outil, il put satisfaire son appétit de conquête et s'attaqua au plus faible de ses voisins, la Chine, qu'il battit et démembra, puis à la Russie, qui était sa rivale en Extrême-Orient, et qu'il battit aussi. C'est ainsi qu'il s'empara de Formose et de la Corée et c'est ainsi que commença la double rivalité Chine-Japon et Russie-Japon qui dure encore, bien que le Japon paie aujourd'hui la faute qu'il a commise en liant son sort à celui de Hitler. Mais cette alliance lui permet d'envahir la Chine en 1937 et de dominer l'Extrême-Orient jusqu'en 1945.

La Révolution chinoise

Les institutions chinoises allaient-elle résister à l'immense mouvement de démocratisation, de modernisation qui secouait le monde tout entier? Ses défaites, l'ingérence des étrangers en Chine même ne le permirent pas. Retardée par les tergiversations d'une vieille impératrice et de son successeur, un souverain incapable, la Révolution se produisit en 1911. Elle fut l'oeuvre d'un homme que tous les Chinois d'aujourd'hui vénèrent : Sun Yat Sen. Il établit la République, mais ne put maintenir la paix intérieure. L'immense Chine n'était pas encore mûre pour une transformation aussi totale : depuis quarante ans, les troubles politiques, les guerres civiles, l'anarchie ont empêché la Chine de profiter de sa Révolution et ont enhardi ses ennemis. Sun Yat Sen mourut sans avoir réalisé son rêve, mais il avait rédigé sa doctrine - d'inspiration à la fois démocratique et socialistes, quoique adaptée aux conditions spéciales de la Chine - et il laissa des disciples chargés de l'appliquer. Le parti qu'il avait fondé - le Kouo ming t'ang ou parti du Peuple - prit comme chef son beau-frère, Tchang Kai Chek. Malgré des qualités personnelles, celui-ci n'avait pas la valeur de Sun Yat Sen; il ne sut pas résister aux capitalistes chinois, il s'aliéna bientôt une partie des membres du Kouo ming t'ang qui se scinda en deux groupes rivaux et qui se combattirent âprement. Celui où dominaient les communistes avait pour chef Mao Tse Tong, l'actuel maître du pays. Le patriotisme, pourtant, rapprocha les fractions antagonistes : de 1937 à 1945, tous menèrent la lutte contre l'ennemi commun, le Japon, qui avait envahi la Chine, et Tchang Kai Chek apparut alors, de nouveau, comme le chef du gouvernement, étant le chef de la Résistance à l'envahisseur. Mais l'ennemi repoussé, les querelles recommencèrent, Tchang ne tint pas les promesses faites à Mao (réformes agraires surtout), la guerre reprit : elle se termina, en 1949, par les succès foudroyants des communistes. Tchang Kai Chek dut se réfugier à Formose où il est encore, et où il a emmené son trésor, les débris de son armée et pas mal de matériel.

MAO TSE TONG

Mao Tse Tong est donc maître de la Chine depuis un an et demi. Il a une rude tâche à accomplir (1) car son pays est encore économiquement très arriéré, et le standard de vie est extrêmement bas. Les trois quarts des 450 millions de Chinois sont paysans, mais la superficie des terres cultivables (plaines et vallées) n'atteint guère que le dixième de la surface du pays : ce n'est donc que par un labeur acharné que les paysans peuvent produire de quoi ravitailler l'ensemble de la population. Ce travail est rendu plus ingrat par les conditions même de l'agriculture : outillage primitif, manque de bétail (un buffle seulement par exploitation), manque d'engrais, (l'engrais animal faisant défaut on se sert seulement de l'engrais humain), manque de voies de communications (des sentiers étroits, creusés d'ornières profondes et qu'on doit traverser à gué, faute de ponts), manque de matériel (charrettes à deux roues et surtout portage à dos d'homme), exploitations extrêmement petites (quelques milliers de mètres carrés par famille), où il faut faire plusieurs récoltes par an pour ne pas mourir de faim (céréales, puis légumes). Le Chinois est laborieux, il est sobre (il se nourrit de millet, de blé ou de riz, suivant qu'il habite la Chine du Nord ou la Chine du Sud, de légumes secs, de soja, d'eau ou de thé; il ne mange pas de viande, sauf un peu de porc, et quelques oeufs); mais il vit misérablement, dans de pauvres maisons de terre et, s'il n'est pas propriétaire (ce qui était la règle jusqu'à ces derniers temps), il s'endette. Il ne peut jamais se libérer car trop souvent ses récoltes sont détruites par des catastrophes, inondations et sécheresses, qui amènent des famines comme celles qui ravageaient l'Europe au Moyen Age : elles chassent les habitants de chez eux et font des millions de victimes. Comment, d'ailleurs, pourrait-on apporter des secours? Il n'y a point de voies de communications : les voies ferrées n'existent que dans les provinces côtières, entre les grandes villes de commerce, Pékin, Changhaï, Canton, les canaux sont mal entretenus. Seule compensation : les deux grands fleuves sont navigables sur des milliers de kilomètres, ce sont les seules voies commerciales. Le problème des communications est un des plus graves de ceux qui se posent en Chine : tant qu'il ne sera pas résolu, la modernisation du pays sera impossible. Il sera, en particulier, impossible d'industrialiser le pays. Actuellement, à part quelques usines modernes (textiles surtout) installées dans les grandes villes (Canton, Han K'éou, Changhaï, Tien-Tsin, etc.) l'industrie chinoise est restée de type artisanal : petits ateliers où travaillent des ouvriers habiles, d'après les techniques traditionnelles, qui ont fait la gloire des métiers d'art, depuis le tissage de la soie et les broderies jusqu'aux inégalables porcelaines, aux bronzes, aux laques, aux ivoires,

(1) Voir les articles que j'ai publiés à ce sujet dans la "Revue socialiste" - Avril-et novembre 1950.

aux jades si admirablement polis. Mais le Chinois, souple et adroit, apprend très facilement les techniques modernes, et, dans les villes, devient rapidement, un mécanicien expert ou un chauffeur sans peur, sinon sans reproche ! Le sous-sol, très riche (houille, pétrole, métaux) n'est que peu exploité : comment pourrait-il l'être sans chemins de fer ?

La modernisation de la Chine se heurte à une autre difficulté : l'analphabétisme presque général. On estime à 10 % seulement de la population totale, le nombre des Chinois qui savent lire et écrire (c'est-à-dire 40 à 50 millions), à quelques centaines de mille ceux qui ont suivi les cours des Universités : ce sont uniquement des habitants des villes; les paysans sont presque tous illettrés. Cette ignorance rend très difficile la transformation du pays : où trouver les cadres ? les ingénieurs, les médecins, les instituteurs, les fonctionnaires ?

Il est encore trop tôt pour juger (et si le rideau de fer ne s'est pas complètement abattu sur la Chine, il n'est cependant pas aisé d'y pénétrer : il semble même que le pays se ferme de plus en plus aux Occidentaux) des transformations opérées par Mao Tse Tong. Ces transformations seront longues à opérer, qu'il s'agisse du problème agraire, du problème des transports, de celui de l'industrialisation ou de celui de l'enseignement. Il semble pourtant que certaines réformes ont été commencées, la réforme agraire en particulier. Mao l'a faite d'abord (et plus complètement) dans le Nord où il est le maître depuis longtemps : il a supprimé les dettes et donné la terre au paysan, en dépossédant les grands propriétaires qui détenaient les trois quarts du sol. Ces domaines sont découpés en parcelles (fort petites); les anciens propriétaires n'ont, désormais qu'un lot égal à ceux de leurs fermiers qui deviennent eux aussi, propriétaires de leurs champs. Ils doivent, cependant, payer une redevance à l'Etat qui, théoriquement, est moins lourde que les anciens fermages, mais qui, cependant, ajoutée aux réquisitions en nature, disent certains observateurs, cause beaucoup de mécontentement. Si la réforme se bornait à donner (ou prêter) la terre au paysan, elle serait insuffisante : il faut aussi transformer le mode de culture, apprendre aux campagnards chinois à utiliser les engrais, les machines; il faut défricher les immenses espaces incultes, il faut créer des coopératives agricoles pour acheter le matériel nécessaire, il faut creuser les canaux d'irrigation, il faut construire des routes, introduire l'hygiène dans les villages, instruire les paysans. Tout cela est à peine ébauché.

Mao n'a pas entièrement "nationalisé" l'industrie : il ne s'est attaqué qu'aux grandes entreprises qui sont surtout des fabriques de textiles et étaient, encore récemment, aux mains des étrangers (Anglais, Américains, surtout) et par exemple, tout récemment, une compagnie anglaise de pétrole. Il se contente pour l'instant, de contrôler les autres. Il a créé des "comités d'entreprise", des "syndicats"; il semble qu'ils ont

surtout pour but de stimuler les ouvriers, d'empêcher grèves et revendications de salaires, d'augmenter le rendement, tant Mao sait que la Chine a besoin de beaucoup produire, puisqu'elle manque de tout. La province la plus industrialisée est la Mandchourie (elle l'a été par les Japonais de 1933 à 1945, par les Russes qui l'ont occupée après la guerre, de 1945 à 1950 et il n'est pas sûr que les Russes ne détiennent pas encore une partie des usines de cette région), riche en charbon et en fer. Il faudra créer, dans le reste du pays, des usines hydro-électriques (faciles à établir sur des fleuves immenses) et des voies ferrées si l'on veut réellement mettre le pays en valeur. Mais les résultats ne pourront pas se faire sentir avant des années et, pour cette besogne, Mao aura besoin des techniciens qu'il n'a pas chez lui. Il utilisera les Russes. Sera-ce suffisant ? Trouvera-t-il chez lui les ressources suffisantes à cet immense effort ? Le prêt (en dollars!) que lui a consenti Staline est ridiculement faible. Son armée lui coûte cher (plusieurs millions d'hommes sont encore mobilisés) et la guerre de Corée doit être une très lourde charge pour le budget d'un pays qui devrait se consacrer à des transformations économiques.

La Guerre de Corée

On peut donc se demander pourquoi la Chine est intervenue dans l'affaire de Corée. Pour comprendre cette intervention, qui, pour un Occidental, apparaît comme peu sensée, il faut songer à ce qu'a été, jadis, la Chine et à la position particulière de Mao Tse Tong. Il ne faut pas, non plus, oublier les rapports entre la Chine et les Soviets et la pression qui peut être exercée par Moscou sur Pékin.

La Chine souffre de son effacement temporaire. Empire immense, jadis glorieux, à la civilisation rayonnante, il n'exerce plus aucune influence directe dans le monde. Malgré les fictions diplomatiques, il n'est plus, réellement, une "grande puissance". Le nouveau gouvernement, pour se faire respecter, à l'intérieur, des Chinois eux-mêmes, a besoin de gloire extérieure. Mao a besoin de prouver qu'il a fait de la Chine l'égale des grandes puissances, donc qu'il est lui-même l'égal des illustres souverains de l'antiquité qui ont créé la civilisation de la Chine. C'est pourquoi Mao tient tant à entrer à l'O.N.U., c'est pourquoi il en veut tant aux Etats-Unis qui ont empêché son admission. Il est, au contraire, attaché aux Soviets, non seulement à cause de ses idées politiques, issues du marxisme, mais aussi parce que Staline le patronne, affecte de considérer la Chine comme une "grande puissance", et soutient sa candidature à l'O.N.U. Mao est inquiet aussi du changement d'attitude des U.S.A. vis-à-vis du Japon qu'ils semblent décidés à réarmer : grave danger pour la Chine... De même la sympathie persistante des Etats-Unis pour Tchang Kai Chek (malgré les désillusions subies!), et

l'intention, clairommée par Mac-Arthur, de lui fournir du matériel militaire pour lui permettre de reprendre la lutte contre son rival, ne sont pas faites pour apaiser Mao... La présence de la flotte américaine dans les eaux de Formose empêche les communistes de débarquer dans l'île et d'achever leur conquête. En somme, la politique des U.S.A. dans le Pacifique consiste à soutenir les ennemis de Mao, ce qui explique l'hostilité de celui-ci pour la république américaine. De leur côté, les Etats-Unis sont hantés par le danger communiste, par la crainte d'une agression de l'U.R.S.S. sur un point quelconque du globe, Europe ou Asie. Or, ils voient en Mao l'allié de Staline, ils considèrent volontiers la Chine comme un nouvel Etat satellite, ils s'effraient de l'accroissement de force que représente pour les Soviets l'alliance de Mao. Déjà maîtres des côtes du N.-E. de l'Asie, les Soviets, grâce à Mao, disposent (croient les U.S.A.) des côtes chinoises. C'est pourquoi les Etats-Unis ne veulent pas voir Mao s'emparer de Formose, c'est pourquoi ils n'ont pas voulu laisser les Coréens du Nord ("protégés" des Russes) s'avancer jusqu'au Sud de la presqu'île, juste en face du Japon, donc base militaire magnifique sur le détroit et qui aurait menacé dangereusement la côte japonaise, actuellement base américaine. La Corée occupe, en Extrême-Orient, une situation assez analogue à celle de l'Allemagne en Europe : la guerre de Corée est une répétition - sanglante - de l'épreuve de forces que fut le "pont aérien" de Berlin, terminé, heureusement, sans coups de canon. Là-bas, plus hardie, pensant sans doute, que personne n'oserait réagir (n'y avait-il pas eu, jadis, impunité pour le Japon envahisseur? n'y avait-il pas eu la capitulation de Munich? la peur de la guerre n'empêcherait-elle pas toute intervention? le succès n'est-il pas pour les audacieux?) que la guerre serait vite terminée victorieusement, la Russie lança d'abord les Coréens du Nord, puis les "volontaires" chinois dans la mêlée. Il est bien évident que ni les uns ni les autres n'auraient bougé si la Russie ne l'avait pas voulu. Mais on peut tout de même se demander pourquoi la Chine a obéi, alors que les troupes russes ne combattaient pas. Mao est-il dans une telle dépendance qu'il ne puisse rien refuser à Staline? C'est peu probable. Mais il a, lui aussi, intérêt à ce que la Corée ne soit ni possession américaine, ni, non plus, possession russe. N'est-elle pas un ancien protectorat de l'Empire Chinois? N'a-t-il pas l'intention de refaire une Chine puissante? N'essaie-t-il pas de rétablir le protectorat sur le Tibet? (Mais on peut, alors, se demander, comment il supporte la main mise des Russes sur la Mandchourie et leur annexion de la Mongolie, et les concessions industrielles - et sans doute politiques - au Turkestan?). Peut-être Mao a-t-il craint aussi la destruction des installations électriques chinoises situées sur la frontière sino-coréenne? L'armée américaine a eu, sans doute, tort de s'en approcher ou de ne pas donner à temps, les apaisements nécessaires; ils auraient, peut-être, évité l'intervention chinoise. De son côté, Staline a habilement manœuvré en uti-

lisant la blessure faite à l'amour-propre chinois par la campagne des U.S.A. contre l'entrée de la Chine à l'O.N.U. Les Américains ont commis plusieurs erreurs psychologiques, politiques et diplomatiques : ils ont ignoré ce qu'est l'orgueil asiatique, ils se sont entêtés - ne voulant pas, eux non plus, "perdre la face" - dans une attitude absurde, ils ont oublié que le plus grand ennemi de la Chine, avec le Japon, est la Russie qui lui a pris plusieurs provinces et en convoite d'autres, et qu'il n'était pas très habile de lier si solidement le sort de la Chine à celui de la Russie, et de creuser le fossé qui la sépare des nations démocratiques; ils auraient dû savoir qu'il est contraire à tout ce qu'on sait de l'histoire de Chine de croire qu'elle se laissera entièrement subjuguée par ses voisins, ou que le peuple chinois supportera un régime totalitaire (1). Peut-être faut-il avoir un peu de patience, attendre que la Chine s'aperçoive que ses intérêts ne sont pas ceux de la Russie, que l'alliance ne "paie" pas, qu'elle donne plus qu'elle ne reçoit, qu'elle a, en Corée, "tiré les marrons du feu", et fait périr des milliers de ses enfants pour que réussissent les machiavéliques et sinieux desseins élaborés au Kremlin? Sans doute n'est-il pas trop tard pour reprendre les négociations, pour donner satisfaction à la Chine en l'admettant à l'O.N.U., en lui permettant de "sauver la face", en entretenant avec elle des rapports diplomatiques normaux qui permettraient de terminer la guerre de Corée sans que soit sacrifié le prestige d'aucun des belligérants. Il faut, en tous cas, l'essayer. Il faut agir avec souplesse et fermeté, car la faiblesse est méprisée et encourage les empiètements. Il serait injuste de laisser croire que les U.S.A. ont tous les torts (ils ne sont pas les agresseurs) et d'exiger qu'ils fassent toutes les concessions. Il est vrai que c'est seulement aux gens raisonnables qu'on demande de faire des concessions.

-:-

(1) Cependant, à la période "libérale" qui a marqué la première année du gouvernement de Mao Tse Tong semble (d'après les derniers renseignements) succéder une période d'épuration, de dénonciations, de terreur, de mysticisme, de slogans, assez semblable à ce qui se passe dans les régimes totalitaires et assez étonnantes dans ce pays ami de la modération et si peu sensible à toute propagande de caractère religieux.

-:-:-:-

L'ECOLE EN ESPAGNE

=====

Par Vicente IGNACIO.

Cet article d'un camarade espagnol de l'enseignement poursuivi par ses compatriotes et réfugié en France, est le premier d'une série que nous projetons de publier sur la situation faite à l'école, aux membres de l'enseignement, dans les pays de régime totalitaire.

Amis lecteurs, si vous avez des renseignements que vous puissiez nous communiquer, n'hésitez pas.

Sur la situation de l'école en Espagne, je veux parler en toute objectivité, en m'appuyant sur des renseignements précis, mais je ne veux pas insister sur certains aspects de l'enseignement en général.

On a parlé beaucoup de la situation accablante de la science et de la culture dans ma Patrie. On a dit et on a écrit presque à satiété sur la criminelle persécution dont le professorat espagnol a été victime. On a raconté aussi l'histoire de tant et tant de martyrs de la science et du progrès de cette Espagne martyrisée.

Or, tout cela, je le considère normal dans tout régime totalitaire et je ne suis pas fait pour crier au scandale. Non, pour moi, ce qui devient vraiment intolérable, c'est l'hypocrite conduite de ceux qui furent les animateurs de la première heure d'un tel régime, aujourd'hui repentants - faut-il les croire? - et la tolérance et le soutien même de ce régime d'oppression pour ceux qui se disent défenseurs de la Liberté et du Progrès.

L'organisation générale de l'enseignement est aujourd'hui contrôlée par l'Eglise et la Phalange.

La loi du 20 Septembre 1938 déclare "indispensable une solide éducation religieuse comprenant le catéchisme, l'Evangile, la morale, la liturgie, l'histoire de l'Eglise et une apologétique adéquate" et institue dans les études de l'enseignement secondaire sept cours de religion obligatoire. Et tout récemment l'étude de la religion est devenue obligatoire pour les élèves des universités. Si l'élève n'est pas reçu ou accepté dans cette matière, il devra redoubler, c'est-à-dire qu'il

doit répéter le cours.

L'étude de la religion est donc devenue la matière la plus importante du programme.

On sait que la religion catholique est la religion de l'Etat espagnol et on voit par la suite que l'Etat est un subordonné de l'Eglise.

Les études qu'on fait dans certains établissements de caractère religieux ont la même valeur que celles qui se font dans les établissements de l'Etat.

Dans certains bourgs ou villages, Monsieur le Curé peut, se substituant à l'Etat, désigner la personne qui doit exercer les fonctions d'instituteur. Sans l'approbation de Mr. le Curé et de la Phalange, personne ne peut poursuivre des études dans n'importe quel établissement de l'Etat. Pour devenir instituteur, il n'y a pas besoin de suivre les cours de l'Ecole Normale, parce que tous les exercices imposés aux candidats-instituteurs pourront avoir lieu dans des établissements particuliers appelés "Ecoles de l'Ave Maria" de Grenade et qu'ils auront la même validité que ceux de l'Ecole Normale (Circulaire du 2 Avril 1940). Le 26 Janvier 1946 on organisa un cours d'orientation technique, sous la direction du cercle d'Etudes et de Travaux des confréries catholiques professionnelles de Madrid, pour les directeurs et directrices de groupes scolaires.

L'instituteur est obligé de suivre des cours d'orientation nationale où les thèmes à développer sont - et je m'excuse - "d'une transcendentale importance" : "Origines et sens du mouvement national, doctrine politique de la Phalange, sens religieux et militaire de la vie", ou bien ces autres de type strictement religieux : "théorie de l'Action catholique, le concept politique du professorat, la formation du chrétien pratiquant, les rapports de l'école et du curé".

Il est nécessaire - dit la circulaire du 5 Mai 1938 - que dans les cours de sciences, d'histoire, de géographie, on utilise tous les thèmes pour en tirer des conclusions morales ou religieuses. On déclare obligatoire "l'assistance en corps de tous les enfants et maîtres aux jours de fête, à la messe et tous les samedis à la lecture de l'Evangile."

Enfin, on revient à la théorie exprimée dans un communiqué de certain Maire d'un village, dont je ne puis oublier le nom, qui disait en 1900 au directeur de l'école : "Je serai tout bienveillant avec vous si vous voulez bien assister avec les enfants à la messe tous les dimanches et aux vêpres et au chapelet dans l'après-midi."

Et le marquis de Lozoya a concrétisé l'opinion de cette "Nouvelle Espagne" en écrivant : "Tous les malheurs de l'Espagne proviennent du stupide désir des gouvernements d'apprendre à lire aux Espagnols. Apprendre à lire à quelqu'un, c'est l'obliger à assimiler le venin qui causera son malheur et celui de sa patrie." (Correo de España).

En conclusion, les instituteurs ont été considérés comme les plus grands ennemis de l'Espagne Une, Libre et Indépendante, de l'Espagne Impériale ou pour mieux dire de l'Espagne inquisitoriale.

Voici la preuve : ont été soumis à l'épuration comme suspects de professer des idées démocratiques 75 % des instituteurs. Ont été destitués 40.000, soit 60 % des instituteurs en exercice en 1936. Fusillés : 6.000. Emprisonnés : 7.000.

Jusqu'à la grève de Barcelone cette année, l'instituteur touchait 4.000 pesetas (40.000 francs) par an, traitement dû à la République.

L'Ecole primaire est cependant obligatoire, mais il n'y a pas de cantines ni vêtements pour les élèves, ni bibliothèques.

Des milliers d'écoles sont encore fermées et des milliers aussi sont servies par un personnel à demi-analphabète.

Or il faut constater que le nombre de congrégations religieuses a augmenté et que la plus grande partie est destinée à l'enseignement et surtout à l'organisation des Internats que l'Etat n'a aucun intérêt à créer. L'école primaire n'est pas une tentation pour les congrégations. Cela ne rapporte pas grand chose.

Le prestige de l'école primaire en Espagne est tombé à zéro.

L'instituteur, malgré sa servitude et sa servilité forcée d'aujourd'hui, reste le plus redoutable adversaire de la dictature théocratique et totalitaire.

Et j'arrive ici, juste au moment où je ne peux plus m'empêcher de rendre un fervent hommage à l'instituteur espagnol, victime propitiatoire de la réaction. Evoquerai-je la vie si honnêtement religieuse des institutrices et des instituteurs qui ont payé si cher leur dévouement ou service du peuple espagnol?

Elles ont été emprisonnées, torturées, pendant des années et celles qui n'ont pas été fusillées ont été humiliées et jetées dans la rue à leur sortie de la prison.

J'ai connu des instituteurs aussi catholiques poursuivis comme bêtes sauvages pour avoir servi loyalement les intérêts

du peuple.

La situation actuelle de l'instituteur espagnol, un instituteur catholique vient de l'exprimer dans une lettre si émouvante : "Avec la République - dit-il - j'étais un maître, un instituteur; maintenant je dois te le dire avec peine, je ne suis même pas un tout petit maître parce que je ne suis rien". Ce qui revient à dire : Avec la République, il était un homme et à présent, il ne l'est plus. Telle est la situation matérielle et morale des instituteurs.

L'école primaire n'a pas aujourd'hui ce que je considère comme essentiel : la joie.

Ni l'instituteur, ni les élèves n'ont la possibilité de se réjouir.

La vie en Espagne pour les Espagnols, est devenue si insupportable!

Une école autoritaire et sans autorité, au service des classes possédantes ou d'une classe sociale corrompue, ne peut pas être gaie.

Une école sans liberté, puisque tout est réglé d'avance par l'Etat totalitaire, la Phalange et le Curé, où l'instituteur comme l'élève n'ont pas la liberté de discuter sur la bonté ou la beauté du sujet à étudier, n'a rien d'attrayant.

Et pourtant, lecteurs, si vous aviez connu l'élan, l'enthousiasme des travailleurs espagnols pour savoir, pour apprendre à être libres, à devenir eux-mêmes avant notre guerre, vous seriez bien étonnés du marasme actuel où l'Espagne semble sombrer.

Or, l'Espagne n'est pas morte. Elle a encore des énergies suffisantes pour se relever. Que tous ceux qui peuvent contribuer à son redressement fassent leur devoir d'hommes libres et passionnés de justice sociale.

L'Espagne et les Espagnols ne l'oublieront jamais, j'en suis certain.

-:-:-:-:-

COMMENT ECHOUA LE COUP DE VIENNE

=====

Histoire des deux tentatives de grève générale
du 25 Septembre au 6 Octobre 1950 et de leur échec
dans toute l'Autriche

===

Par Jacqueline BOIS.

Ceci est résumé d'après une brochure de la Centrale Syndicale Autrichienne (O.G.B.) dont l'exposé très détaillé porte le titre : "Tentative de putsch... ou non ?". Les faits racontés prouvent sans aucun doute possible qu'il ne s'agissait de rien moins que de cette alternative : "démocratie ou démocratie populaire", c'est-à-dire démocratie ou dictature stalinienne sur toute l'Autriche - ou sur sa partie Est au minimum -. En effet, à la différence de l'Allemagne, l'Autriche a un gouvernement unique dont la juridiction s'étend aussi à la zone d'occupation russe.

Le point de départ fut le 4ème Accord sur les prix et salaires, passé entre le gouvernement, la centrale syndicale et les chambres ouvrières, et les chambres agricoles et patronales.

Les paysans réclamaient une hausse du prix des céréales, très inférieur en Autriche au prix du marché mondial. L'O.G.B., redoutant les conséquences d'une telle hausse pour le niveau de vie ouvrier, freina aussi énergiquement que possible les demandes des paysans. Les négociations entreprises dès juin 1950 furent même rompues fin Juillet devant l'irréductibilité des syndicats et des socialistes.

Mais il y avait un grave danger à ne pas satisfaire, au moins en partie, aux revendications des paysans : ils allaient saboter la livraison des céréales panifiables, les stockant, en nourrissant le bétail, ou en les exportant beaucoup plus cher. Dès Juillet 1950, il fallut parer au danger en faisant appel aux réserves du plan Marshall, afin que les boulangeries ne ferment pas. Fin Août, les négociations furent reprises. La position de l'O.G.B. et du parti socialiste était nette :

La hausse générale du coût de la vie qui résultera de la hausse des céréales et du charbon, et de toute autre hausse, doit se traduire sous forme d'un accroissement équivalent des

des salaires, traitements, ainsi que rentes et pensions des vieux et des invalides.

Le samedi 23 septembre, quand fut mis au point sous la présidence du chancelier fédéral FIGL, le contenu de l'accord, le président de l'O.G.B., BOHM, déclara : "Si nous n'en finissons pas aujourd'hui, cela ne vaut plus la peine, parce que lundi nous avons la grève générale". L'accord fut fait, sur la base duquel la chambre fédérale patronale et l'O.G.B. passèrent une convention collective. L'accord comportait une hausse des prix de la farine, du pain, du charbon, de l'électricité et des tramways, un accroissement de salaire de 10 % avec minimum d'accroissement de 100 schellings, une augmentation des allocations familiales et des pensions.

Personne d'ailleurs n'était satisfait. Pour les paysans, la hausse des céréales était insuffisante. Pour les patrons, c'était de nouvelles charges sans hausse correspondante de leurs prix de vente. Pour les ouvriers, la hausse des salaires était trop faible en regard de la hausse antérieure de nombreux prix. Mais les ouvriers méconnurent le fait, pourtant clairement expliqué par l'O.G.B., que l'augmentation de salaire compensait seulement les hausses antérieures et celles incluses dans l'accord. La centrale ne cacha pas que toute hausse ultérieure des prix la forcerait à de nouvelles revendications de salaires.

Donc, l'accord n'apportait aucun accroissement du salaire réel, mais une compensation totale de la dévalorisation antérieure. Aucun empêchement n'était mis à de nouvelles luttes pour de nouveaux accroissements, puisque l'O.G.B. les annonçait même.

Tout cela fut exposé à la Conférence des Comités directeurs des 16 syndicats de l'O.G.B., le 26 septembre, à Vienne. Le président BOHM fut approuvé par des ovations enthousiastes de tous les délégués, à l'exception de la fraction communiste qui refusa de voter l'accord intervenu. Ses motifs : cet accord a été passé sans en référer à la base, sans démocratie, il abaisse le niveau de vie ouvrier.

La Première tentative

Les communistes appelèrent les ouvriers à la grève pour le 26 Septembre 1950. Le mouvement était préparé de longue date. En Août 1950, le comité central du P.C. envoyait déjà ses mots d'ordre pour fomentier des grèves partielles, avec la grève générale pour but. Le mouvement devait partir des entreprises sous contrôle russe, il était évidemment recommandé aux communistes de ne pas laisser voir que le mouvement partait du P.C., de tromper les socialistes là-dessus.

L'action contre l'accord sur les salaires et les prix était encore statutaire avant le 26 Septembre. Après la décision de la Conférence syndicale, il ne l'était plus et se faisait contre l'O.G.B.

Le 25 au soir, l'O.G.B. avertissait les travailleurs de l'inutilité et de la nocivité d'une grève en ce moment.

Le lendemain, des débrayages se produisaient à Vienne, essentiellement en zone russe : 15.000 grévistes marchaient sur le centre de la ville. Ils ignoraient où siégeait la conférence syndicale et se dirigèrent vers l'endroit où siégeait un conseil des Ministres. Il y eut quelques escarmouches avec la police qui eut 4 blessés graves, 23 blessés légers. La circulation fut interrompue en de nombreux endroits. Il y avait peu de forces de police, la Kommandantur russe ayant ordonné aux commissariats de son secteur de ne pas laisser pénétrer de forces dans le centre de Vienne.

158 entreprises étaient en grève à Vienne d'après la presse communiste, dont la majorité sous contrôle soviétique. Ce sont, non les cadres syndicaux, mais les cadres de P.C. qui organisèrent le mouvement.

Dans le reste de l'Autriche, il y eut aussi des grèves, des voies furent barrées et partout des assemblées pour protester contre l'accord sur les prix et les salaires et dénoncer d'importants accroissements de salaires, pour protester aussi contre le manque de démocratie.

En Haute Autriche et en Styrie, le mouvement de grève commença avant que personne ne connût le contenu effectif de l'accord, dont les premiers détails furent publiés par le président BOHM le 26 septembre, dans la presse syndicale de Vienne.

Le 26 Septembre au soir, le P.C. convoqua une Conférence d'"Unité" syndicale, où le communiste KOPLINIG s'exprima en termes clairs : La lutte n'était pas seulement syndicale et économique, mais politique, il fallait retirer la confiance aux dirigeants syndicaux, les faire disparaître. "Les travailleurs autrichiens sont aujourd'hui devant une alternative : ou accepter la politique du gouvernement qui est devenu un instrument aux mains du gros-capital américain - ou ouvrir la voie à l'Autriche dirigée par les travailleurs unis".

Les grévistes tentèrent d'étendre la grève le 27 Septembre. Au chantier du Tunnel du Semmering, un officier russe vint demander aux ouvriers pourquoi ils ne faisaient pas grève. Ceux-ci répondirent qu'ils n'avaient aucun ordre de leur syndicat et forcèrent à se tenir coi les communistes qui voulaient les empêcher de travailler. La même invitation à la grève par un officier soviétique fut déclinée dans une fabrique de ciment.

Linz fut le centre de la grève le mercredi 27 : Les grévistes envahirent la maison de la Chambre ouvrière (Arbeiterkammer) où siégeait le comité exécutif régional de l'O.G.B., s'emparèrent du président KANDL, vieux militant de 76 ans, le traînèrent à un balcon et lui donnèrent le choix entre démissionner de ses fonctions et être jeté du balcon dans la rue. Il déclara démissionner, mais évidemment dès le lendemain, expliqua les circonstances et en référa aux instances syndicales. La maison de la Chambre ouvrière fut occupée par une direction syndicale illégale qui usa du téléphone et envoya partout des ordres de grèves. Le soir même, d'ailleurs, pour éviter les effusions de sang, les dirigeants de la grève évacuèrent le bâtiment et les manifestants se dispersèrent peu à peu, à la suite d'un compromis avec la police.

On remarque à Linz, à Graz..., que les communistes menaient l'action en commun avec les néo-nazis. Mercredi aussi, la grève s'étendait à Graz, spécialement aux usines Puch.

Le Jeudi 28 le calme revint dans toute l'Autriche sauf en Basse Autriche et en Styrie, où quelques foyers d'agitation restaient.

A Vienne, l'après-midi, une jeep et 3 camions soviétiques amenèrent environ 70 manifestants devant la maison de l'O.G.B., essayèrent d'y pénétrer, mais échouèrent.

En Styrie, des agents communistes motorisés circulant d'usine en usine, essayèrent en vain d'entretenir et étendre la grève. Dans les usines Puch, les communistes firent élire au comité de grève un secrétaire du P.C., extérieur aux usines. Dans de multiples usines, ce sont des éléments étrangers à l'usine qui menèrent le mouvement.

Du 26 au 30 Septembre, il y eut en gros 120.000 grévistes y compris les 40.000 des usines sous contrôle russe.

L'ampleur du mouvement prouve qu'il avait été sérieusement préparé. Partout se formèrent des comités de grève à direction communiste et soutenus par les néo-nazis. Là où ni les uns ni les autres n'avaient d'influence, le calme régna. Les responsables syndicaux et socialistes, après avoir suivi, comprirent vite de quoi il retournait. Un délégué syndical sans parti exprima l'opinion, même de ceux qui critiquaient le 4ème accord sur les prix et salaires : "Plutôt un 5ème accord sur les prix et les salaires qu'une démocratie populaire".

Les réunions de délégués syndicaux, et de responsables socialistes, ainsi que le travail d'éclaircissement de la presse démocratique, furent décisifs dans le retour au bon sens.

La Deuxième Tentative

Dès le mercredi 27 au soir, l'échec était évident malgré les événements de Linz. L'émission russe à la radio, le soir même, conseillait de reprendre le travail et d'attendre les décisions de la Conférence générale des délégués d'entreprise fixée au samedi 30 Septembre.

Celle-ci fut convoquée sur l'initiative des usines de Liesing-Atzgersdorf - zone russe - et reçue par le syndicat des métallurgistes de Florisdorf-Stadlau.

Des socialistes participèrent à sa préparation, tenant leur présence pour un frein utile. Le syndicat national des métallos et des mineurs déclara n'avoir rien à faire avec cette conférence. Ces quelques socialistes hésitèrent, mais ils s'étaient engagés trop loin et subissaient une pression trop forte pour se retirer.

L'O.G.B. lui-même fit savoir qu'il s'agissait d'une conférence organisée par les communistes et les fascistes, que ses décisions n'auraient aucune valeur et qu'il était inutile d'y participer.

Les invitations furent envoyées par télégramme et téléphone, au nom de syndicats ou de représentants syndicaux. L'O.G.B. dénonça à la radio ces procédés.

La conférence eut 2.417 participants. Soit-disant formée de délégués syndicaux d'entreprise, elle fut - l'aveu en fut fait à la tribune dès l'ouverture - en grande partie, composée de militants et fonctionnaires communistes, sans aucun mandat syndical. Il y a en Autriche 35.000 délégués syndicaux, 2 à 3 % d'entre eux prirent part à la conférence.

Des autobus et des autos venaient chercher les délégués dans les gares pour les emmener à la conférence. Une voiture de l'O.G.B. avec haut-parleur, les accueillait à la Gare François-Joseph, en réaffirmant le caractère illégal et extra-syndical de cette conférence.

La conférence ne prit pas position contre les chefs syndicaux ouvertement, le bureau fut chargé de la direction de la lutte et la résolution finale

A) demandait :

1. Retirer la hausse des prix ou doubler la hausse des salaires du 4ème accord sur les prix et les salaires.
2. Arrêter par une loi la hausse des prix
3. Plus de dévaluation du schilling.

B) annonçait :

Si le gouvernement n'a pas répondu le 3 Octobre, la grève est décidée pour le mercredi 4 dans toute l'Autriche. C'était un ultimatum.

La résolution ajoute : "Nous sommes forcés de tenir cette conférence parce que les chefs syndicaux ont violé toutes les règles de la démocratie" et exhorte tous les travailleurs, tous les responsables syndicaux, à ne plus écouter que les appels de la conférence et non les mensonges des chefs syndicaux.

Le Président BOHM, dans un article qui parut dans toute la presse quotidienne socialiste, attira l'attention des patrons et des paysans sur la gravité de la situation : Il faut éviter toute nouvelle hausse de prix pour ne pas gagner au jeu des communistes ceux mêmes qui y ont résisté jusqu'alors. "Nous ne pouvons faire face au danger que si producteurs et commerçants font le maximum pour maintenir l'état actuel des prix".

Le 1er Octobre, toute la presse communiste publiait, colportait les décisions de la conférence. Celles-ci étaient éditées en tracts, en affiches faites à l'imprimerie communiste.

L'O.G.B. et le gouvernement refusèrent de répondre à l'ultimatum.

L'ordre de grève communiste ne trouvait pas d'écho chez les travailleurs, déjà éclairés par les événements dès la semaine précédente.

Le mardi soir, l'O.G.B. fit savoir que d'innombrables conseils d'entreprise avaient envoyé des résolutions affirmant leur volonté de défendre la liberté et l'indépendance autrichienne contre les menaces communistes. L'O.G.B. répandit aussi dans toute l'Autriche un tract qui dénonçait les agitateurs communistes et exhortait les ouvriers à reconnaître leurs vrais ennemis.

Sur les 3 points de la résolution de la Conférence du 30 Septembre, l'O.G.B. répondit :

"Par ces revendications, le P.C. veut donner l'impression aux travailleurs et à l'opinion qu'il s'agit vraiment des intérêts des travailleurs, quoique tout homme tant soit peu sensé sache aujourd'hui que le but des communistes est d'établir la démocratie populaire chez nous.

"Pour ce qui est de la dévaluation du schelling, il n'en a jamais été question. Le second point - éviter toute hausse des prix - a déjà été défendu par l'O.G.B. Le Président BOHM a déclaré à la conférence des syndicats du 26 Septembre

avec la plus grande insistance, que toute hausse importante des prix rendrait inévitable de nouvelles revendications de salaires. Quant au troisième point, il est impossible d'y satisfaire, car une réduction des prix des céréales amènerait les paysans à réduire les emblavures. Doubler l'accroissement des salaires provoquerait le gonflement du budget, la hausse des prix, l'inflation et une crise économique catastrophique pour les ouvriers. C'est exactement ce que visent les communistes parce qu'une telle situation serait particulièrement propice pour gagner les masses désespérées à la démocratie populaire".

Le Ministre de l'Intérieur fit prendre des mesures de sécurité pour le 3 Octobre, et comme ces mesures furent interdites dans plusieurs régions de la zone russe, le Conseil des Ministres adressa une protestation aux alliés.

Les communistes savaient, instruits par le premier mouvement, que l'ordre de grève resterait sans écho chez les employés de l'Etat, les cheminots, les postiers et les employés municipaux de Vienne et d'une grande partie de la république fédérale.

Il leur fallait, pour interrompre le trafic, des actes de sabotage, il fallait occuper les centraux téléphoniques pour empêcher l'administration et le syndicat de donner leurs conseils aux entreprises. Il fallait que les travailleurs se trouvent le mercredi au matin devant un fait accompli.

Mais les communistes échouèrent. Le Mardi à 15 heures, se tenait à Vienne une assemblée des responsables socialistes d'entreprises. Les enseignements de la dernière semaine y furent tirés par MAISEL - du syndicat de la Métallurgie :

1) Employer encore plus fermement et résolument toute notre force contre la terreur exercée par la minorité communiste dans les entreprises;

2) Ne pas perdre la lucidité de notre pensée syndicale sous les assauts démagogiques des communistes;

3) Employer toute notre force syndicale contre la bourgeoisie d'affaires, partout où elle cherche à empirer les conditions de vie des travailleurs et employés.

On y rapporta que lors du dernier mouvement, les communistes avaient trouvé une nouvelle méthode de grève dans les territoires pétrolifères de la zone russe : les équipes de nuit font grève le jour, et les équipes de jour font grève la nuit!

On y insista enfin particulièrement sur la défense des entreprises nationalisées.

En Basse Autriche - zone russe - le mécontentement des travailleurs contre les plans criminels des communistes s'ac-

croissait d'heure en heure. Dans les entreprises, on votait contre la grève. Dans la raffinerie de pétrole de Kornenburg sous contrôle russe, le conseil d'entreprise communiste poussa à la grève les équipes libres, tandis qu'au même moment, une autre équipe devait maintenir l'entreprise en marche.

Dans toute l'Autriche régnait mardi une certaine nervosité, ce qui se comprend. A 16 heures, la voiture de l'O.G.B., qui parcourait les rues de Vienne en lançant ses conseils, fut confisquée par la Kommandantur russe et ne fut restituée que le 7 Octobre, après la fin des grèves.

Avant même le début de l'action, il était clair que les communistes seraient laissés seuls avec eux-mêmes. Le mardi soir, les autorités d'occupation soviétique firent savoir qu'il ne s'agissait que d'une affaire autrichienne purement intérieure, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs certaines kommandanturs de soutenir matériellement les communistes autrichiens.

Le 4 Octobre.- Dans toute l'Autriche, à l'exception de quelques entreprises parmi lesquelles celles sous contrôle soviétique, les travailleurs se rendirent tranquillement à leur travail, ce qui n'empêcha pas la presse communiste du lendemain d'écrire : "Encore un dernier effort et la grève est totale".

A l'imprimerie communiste, l'ordre de grève fut donné mais le personnel maintenu au travail.

Dans la zone occidentale, le calme régnait. Dans la zone sous contrôle russe, les troupes de choc communistes essayèrent d'arrêter la circulation; dans les bagarres avec les employés des tramways, un conducteur de tram fut tué. Le trafic fut rétabli.

Les ouvriers d'usines sous contrôle russe étaient transportés en camions par force. Les troupes de choc communistes forcèrent des usines où les ouvriers barricadés se défendirent, aidés par ceux des entreprises voisines, et tinrent bon - ou bien furent forcés de céder sous la terreur et devant l'occupation de leur usine. Cependant les tracts et la presse communistes traitaient ces ouvriers de bandes payées, et les troupes de choc communistes armées de barres de fer et transportées dans des camions russes, d'héroïques grévistes. Ce fut particulièrement le cas aux usines Rax, à Neustadt.

Un central téléphonique pris par les manifestants et libéré par la police fut, sur l'ordre de la Kommandantur russe, rendu aux communistes.

Tout le mercredi et le jeudi, le soi-disant comité exécutif de la conférence générale des délégués syndicaux

tenta d'entraîner les travailleurs des zones occidentales dans la grève, par de fausses nouvelles à la radio, et des appels téléphoniques. L'O.G.B. contredit aussitôt toutes ces fausses nouvelles. Beaucoup d'entreprises faisaient elles-mêmes savoir que, contrairement aux dires du "Comité exécutif" elles n'étaient pas en grève.

Les communistes mirent tous leurs espoirs dans une manifestation de masse à Vienne, le mercredi après-midi. 10.000 personnes y prirent part. Elle se sépara dans le calme complet à 18 heures.

L'O.G.B. annonçait le soir que la grève ne s'était répandue que là où la terreur avait été employée. L'étranger suivait avec une extrême attention les événements.

Le lendemain, 5 Octobre, les communistes tentèrent à nouveau d'arrêter le trafic, de barrer les rues, mais les ouvriers la population même aidèrent à la remise en ordre, là où la police se voyait refuser par les russes le droit d'intervenir. Il y eut des blessés graves dans certaines échauffourées avec les manifestants, et le maire de Vienne KORNER paya de sa personne pour rétablir le calme.

L'O.G.B. annonçait : "Dans leur rage impuissante devant l'échec de la grève générale, les troupes de choc communistes en viennent à la violence brutale". Et le "comité exécutif" communiste avait le front de répliquer : "L'O.G.B. dans sa rage impuissante devant l'extension de la grève, en vient à la violence brutale."

Le 5 Octobre fut particulièrement dur dans la zone russe où les communistes occupaient toujours le central téléphonique de Neustadt. Mais les ouvriers tinrent bon. A Neustadt, 1.400 travailleurs sur 18.000 étaient en grève. Les communistes partout s'efforçaient d'occuper de force les usines et d'y former des comités de grève composés de gens extérieurs à l'usine.

L'après-midi, l'O.G.B. lançait un appel à la radio : l'O.G.B. exhorte les travailleurs de Neustadt et Neunkirchen particulièrement exposés à la terreur, à ne pas laisser leur courage se relâcher. "La tentative de grève générale a totalement échoué. Ce n'est plus qu'une question de temps, pour que les communistes opèrent une retraite dans vos secteurs aussi".

D'après le rapport général de l'O.G.B. sur la grève d'octobre en zone russe, sur 211.800 ouvriers, 21.224 firent grève, soit 10 %, dont 3,9 % par intimidation, et 5,5 % par la force : action de kommandos, coupure du courant...

Dans les zones occidentales, l'ordre de grève générale resta lettre morte.